



## Cahiers de l'Urmis

7 | 2001

Débat : la nation, l'Europe, la démocratie

---

# Représentations de l'Europe communautaire et image(s) de la citoyenneté européenne chez les jeunes Italiens en France

Morena Negri

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/14>

ISSN : 1773-021X

### Éditeur

Urmis-UMR 7032

### Édition imprimée

Date de publication : 7 juin 2001

ISSN : 1287-471X

### Référence électronique

Morena Negri, « Représentations de l'Europe communautaire et image(s) de la citoyenneté européenne chez les jeunes Italiens en France », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 7 | juin 2001, mis en ligne le 15 février 2004, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/14>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# *Représentations de l'Europe communautaire et image(s) de la citoyenneté européenne chez les jeunes Italiens en France*

Morena Negri

---

- 1 La mobilité intracommunautaire, se situant dans le cadre des déplacements favorisés par la libération totale de la circulation pour les ressortissants de l'Union européenne, constitue un exemple particulier de migration. Malgré la difficulté d'évaluer quantitativement la mobilité dans le cadre européen<sup>1</sup>, il est possible d'affirmer qu'après l'ouverture des frontières aucun déplacement massif de population à l'intérieur de l'espace communautaire n'a été enregistré<sup>2</sup>. Toutefois, à côté d'une stabilisation d'ensemble de la population européenne<sup>3</sup>, les jeunes, surtout les étudiants et les travailleurs qualifiés, sont au centre du phénomène actuel de migration intracommunautaire. Avec "la fin du modèle migratoire de l'ère industrielle, qui était fondé sur les transferts de main-d'œuvre peu qualifiée des régions rurales peu développées de la périphérie vers les bassins d'emploi industrialisés du Nord"<sup>4</sup>, une nouvelle population est concernée par la mobilité dans l'espace migratoire européen, avec des caractéristiques propres, en ce qui concerne le statut social et professionnel, le niveau d'études, les motivations du départ et le projet migratoire.
- 2 Ces quelques réflexions sont issues d'un travail de recherche effectué auprès d'une population de jeunes migrants italiens qui, par leur statut social, professionnel et économique, semblent rentrer dans le cadre des nouvelles populations concernées par la mobilité en Europe<sup>5</sup>. Nous avons exploré les différentes représentations de l'Union européenne chez les Italiens enquêtés, avec une attention particulière à l'égard de la définition identitaire (à échelle régionale, nationale et européenne), ainsi que de la conception de la citoyenneté européenne. La notion de libre circulation, qui "représente une première forme, embryonnaire et imparfaite, de citoyenneté européenne"<sup>6</sup>, constitue

un point important de la réflexion, en tant qu'élément novateur et spécifique de l'espace migratoire communautaire.

- 3 Si les États démocratiques modernes, surtout en Europe et notamment en France, tendent à faire coïncider les concepts de nationalité et de citoyenneté, l'idée de citoyenneté politique nationale est aujourd'hui l'objet des critiques, soit de la part de ceux qui envisagent la création d'une citoyenneté supranationale au sein de l'Union européenne, soit de la part de ceux qui posent le problème de la citoyenneté des étrangers résidant sur le territoire européen. Ce qui est mis en cause est l'équation (*citoyenneté* = *nationalité*) = *souveraineté*<sup>7</sup>, dans la perspective de définir d'autres formes de citoyenneté.
- 4 Nous supposons que l'ouverture des frontières, ainsi que la reconnaissance de certains droits spécifiques, permettent aux ressortissants européens d'envisager une dissociation de la citoyenneté et de l'appartenance nationale, avec une transposition de la dimension nationale à la dimension transnationale européenne.
- 5 L'idée de nation à l'origine n'était pas directement liée à la notion de citoyenneté. Au Moyen Age elle désignait une communauté ethnique dont l'individu faisait partie ; on peut affirmer que le concept de nation est strictement connexe au rapport de filiation (le terme *nation* et le terme *naître* ont la même étymologie), mais aussi à la dimension identitaire, à la particularité culturelle et à la définition d'une communauté historique. Qu'il s'agisse d'un modèle de nation "élective" ou d'un modèle de nation "généalogique", l'appartenance nationale présuppose l'appropriation (volontaire ou par héritage) du patrimoine culturel et historique propre d'un peuple défini<sup>8</sup>.
- 6 Ansart et Dayan-Herzbrun, dans la présentation d'une étude consacrée à l'analyse du sentiment national, montrent que le thème de la nation nous interroge sur le sens du lien social, puisque le sentiment national ne diffère pas essentiellement du sentiment d'appartenance à n'importe quel autre groupe social<sup>9</sup>. Cependant, l'attachement d'un individu au corps national présente des spécificités qui lui sont propres et qui effacent, ou au moins affaiblissent, tout autre type de solidarité intermédiaire, tel que l'attachement au village, le groupe ethnique, la classe sociale. En vérité nous nous trouvons "face à une situation paradoxale dans laquelle la nation se justifie par son origine ethnique alors que l'ethnie se définit, elle, par contraste avec la nation voire en opposition avec elle"<sup>10</sup>.
- 7 En ce qui concerne la notion de citoyenneté nous prenons en considération le modèle de citoyenneté "moderne" (différent du modèle de citoyenneté "antique"<sup>11</sup>) qui s'affirme d'abord en Angleterre, et ensuite aux États-Unis et en France, avec les révolutions américaine et française. La caractéristique principale de cette nouvelle définition de la citoyenneté consiste en l'affirmation de droits universels, reconnus à chaque individu, qu'il appartient à une institution *positive* (l'État-nation) de mettre en vigueur<sup>12</sup>. Cette forme de citoyenneté présente une spécificité qui consiste en l'affirmation de l'autonomie du politique. Avec l'invention de la citoyenneté, on a voulu fonder l'appartenance à une communauté sur autre chose que des liens de sang, et définir le politique comme sphère du lien social séparée des autres. Les Révolutionnaires veulent faire table rase du passé et supprimer les formes d'appartenance issues de l'Ancien régime. Cela signifie éliminer tout groupe intermédiaire qui pourrait faire écran entre le citoyen et l'État. Pendant cette phase on reconnaît à chacun le statut de citoyen indépendamment de la nationalité, sur la base de son adhésion aux principes révolutionnaires ; la naissance, le rapport de filiation, la religion, ne sont pas pris en compte, puisque la nation est l'espace du politique.

- 8 La réflexion sur l'expérience révolutionnaire nous permet de définir les traits culturels fondamentaux de la citoyenneté c'est-à-dire : la liaison entre participation et assujettissement (on accepte de se soumettre au pouvoir d'un État si on peut participer au processus décisionnel) ; la séparation entre l'appartenance sociale et l'appartenance citoyenne (on fait abstraction de sa propre condition sociale, économique ou culturelle pour s'exprimer dans la sphère politique) ; le lien entre individu et collectivité sur une base normative constituée des règles du civisme (le citoyen doit être capable de maîtriser ses passions et modifier son point de vue ou son comportement pour l'accommoder à celui des autres).
- 9 Nous croyons qu'une conception bipolaire séparant civique et ethnique constitue plutôt une tentative de schématisation qu'une image fidèle de la réalité, puisque aucune société démocratique ne sera jamais exclusivement civique ou ethnique, et gardera une tension dialectique entre les deux dimensions. Selon Weber, n'importe quelle sociation, si rationnelle soit-elle, ne sera jamais à l'abri des rapports de type affectif : "lorsque l'activité rationnellement fonctionnalisée [*versachlicht*] de la communauté est peu diffusée, presque toute sociation — même créée sur un mode purement rationnel — attire une conscience de communauté qui se propage sous forme d'une fraternisation personnelle ayant pour base la croyance à la communauté "ethnique" "<sup>13</sup>.
- 10 En expliquant la nature du sentiment national, Weber le décrit comme "une sorte de passion [*Pathos*] spécifique"<sup>14</sup>, dont la particularité relèverait du lien étroit existant entre la nation et une organisation de pouvoir, capable de contrôler les conflits d'intérêt et les passions ethniques, ainsi que de donner une satisfaction narcissique au peuple par l'affirmation d'une politique de puissance. La nation ainsi conçue permet la conciliation entre deux instances différentes : l'une de nature affective et subjective, expression d'un désir d'identification avec le groupe social, l'autre privilégiant la rationalité, l'individualisme, l'objectivation dans un organisme politique.
- 11 Pour Dominique Schnapper cette synthèse constitue la seule conception civique et politique de la nation qu'elle considère comme acceptable, et comme telle indépassable. En identifiant la nation à la société politique, elle soutient qu'à travers le pacte social les individus peuvent s'élever au-dessus des intérêts particuliers, locaux, corporatistes, pour devenir des citoyens, des êtres politiques, pour lesquels l'appartenance à la communauté nationale est prioritaire par rapport aux solidarités de proximité<sup>15</sup>. Cette position présuppose d'un côté que les caractères propres de la nation française soient applicables au phénomène national dans sa généralité, et d'un autre côté que la nation soit le seul cadre possible de réalisation de la dimension politique.
- 12 Nous nous demandons si on peut envisager une communauté politique autre que l'État-nation et une citoyenneté dissociée de la nationalité, se légitimant à partir des droits universels, reconnus à tout être humain. Cette hypothèse ne manque pas de tenants, en particulier ceux qui, comme Habermas, essayent de mettre en valeur la relation existant entre citoyenneté et démocratie, en faveur d'une idée de citoyenneté indépendante de l'existence d'une communauté nationale homogène. Habermas préconise une forme de "patriotisme constitutionnel" valorisant le caractère *inclusif* de la démocratie, seule forme politique capable de redéfinir le sens du lien social et de "tenir ensemble" des sociétés multiculturelles<sup>16</sup>. Selon cette perspective, ce qui produit la cohésion à l'intérieur d'une société est l'État démocratique, ayant la fonction de réduire les disparités, sociales et économiques, entre les individus, ainsi que le consensus collectif autour des principes découlant de l'exercice de la raison et conformes aux droits de l'homme. Toutefois, l'idée

d'une citoyenneté mondiale, fondée sur l'universalisme moral des droits de l'homme est difficilement concevable, au moins à l'heure actuelle ; Habermas considère qu'il manque à la culture politique de la société mondiale "la dimension commune, d'ordre éthico-politique, qui serait nécessaire à la formation équivalente d'une communauté et d'une *identité* à l'échelle de la planète"<sup>17</sup>. La référence à une communauté particulière, bien qu'ouverte et extensible, demeure une condition nécessaire à la réalisation d'une société politique.

- 13 L'hypothèse d'un "patriotisme constitutionnel" laisse donc ouverte une question : l'idée d'une communauté fondée sur des principes juridico-politiques, séparés de la sphère identitaire, ne risque-t-elle pas d'apparaître trop intellectuelle et désincarnée par rapport à la puissance mobilisatrice de la tradition politique nationale, capable de garantir la solidarité sociale en faisant appel non seulement à des principes abstraits, mais aussi à la dimension affective ? Peut-on imaginer une société dont l'unité serait assurée exclusivement par l'État de droit et la reconnaissance des droits de l'Homme ? Nous partageons l'opinion de Dominique Schnapper quand elle affirme que le pouvoir intégrateur de la citoyenneté, bien que fondamental pour l'organisation politique démocratique, ne suffit pas, en tant que principe abstrait, à garantir la cohésion sociale<sup>18</sup>. Nous ne devons pas sous-estimer la dimension identitaire, avec tout ce qu'elle implique, du point de vue du "désir affectif de la société humaine"<sup>19</sup>. Cependant, nous pouvons supposer que des communautés autres que la communauté nationale peuvent satisfaire l'exigence d'identification et d'adhésion "affective", ainsi que répondre aux critères de légitimation démocratique<sup>20</sup>. Il reste à définir sous quelles formes et à quelles conditions de telles communautés peuvent se réaliser. Deux cas spécifiques, celui de la citoyenneté à échelle locale et celui de la citoyenneté européenne, font l'objet du débat actuel concernant la possibilité d'une citoyenneté dissociée de la nationalité par l'affirmation d'appartenances autres que celle de l'individu à l'État.
- 14 Les partisans de la "nouvelle citoyenneté"<sup>21</sup>, née du mouvement associatif franco-maghrébin et des marches pour les droits civiques de 1984 et 1985, envisagent un type de société dont la cohésion serait assurée par la participation à la vie de la cité à échelle locale. Ils préconisent la dissociation de la citoyenneté et de la nationalité, afin de pouvoir permettre à tout individu résidant sur un territoire donné et jouant un rôle actif au sein d'une collectivité, d'exercer les droits politiques. De ce point de vue, ce qui fonde la citoyenneté n'est pas l'identification à un État-nation et donc à un passé, une histoire spécifique, mais plutôt l'appartenance à une communauté locale et l'engagement dans la vie politique du lieu où on habite, ainsi que la reconnaissance de droits égaux pour tous les êtres humains.
- 15 Le Traité de Maastricht a énoncé pour la première fois la notion de citoyenneté européenne : "est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre"<sup>22</sup>, en définissant avec cela le critère d'attribution et aussi le principe de non exclusion entre les différents degrés de la citoyenneté (nationale et européenne). En vérité, le Traité ne fait que rendre officielle une définition, celle de citoyenneté européenne, qui était depuis plusieurs années au cœur des discussions relatives à la création d'une Europe communautaire. Pendant les années 70, on a commencé à employer l'expression "Europe des citoyens" pour donner des bases à une institution qui ne devait pas concerner seulement les États ou les gouvernants, mais aussi ses ressortissants. Cette promotion de l'Europe des citoyens a été effectuée d'abord en accordant des droits spéciaux aux Européens, dont la fonction était de marquer

l'appartenance à la Communauté européenne. Ultérieurement, les promoteurs de cette nouvelle entité supranationale ont essayé de définir l'essence de l'identité européenne à travers les principes de la démocratie représentative (État de droit, justice sociale et respect des droits de l'Homme).

- 16 Il nous paraît évident que la création de la citoyenneté au sein de l'Europe ne va pas de soi et nécessite un long processus d'élaboration et d'appropriation de cette notion abstraite de la part des ressortissants. Nous nous demandons dans quelle mesure et dans quelle direction cette idée de citoyenneté européenne a évolué depuis ses premières formulations et surtout si les Européens se sentent finalement concernés lorsqu'il s'agit de construire "l'Europe des citoyens". Cette question se situe au cœur de notre réflexion et justifie notre volonté de connaître le point de vue et le niveau d'implication du citoyen, si nous admettons l'hypothèse que la citoyenneté ne consiste pas seulement dans la reconnaissance de droits et de devoirs, mais aussi dans la participation active des citoyens et dans leur identification à une communauté politique.
- 17 A travers les discours des jeunes enquêtés nous avons pu analyser comment, dans un cadre de citoyenneté à échelle européenne, ces trois dimensions de la citoyenneté (droits et devoirs, participation, identification) interagissent entre eux, et aussi réfléchir à la façon dont les individus combinent l'appartenance à une communauté particulière avec des instances de type universel. Nous avons considéré la possibilité d'ancrer la citoyenneté européenne, au-delà de la définition statutaire et de la volonté des élites promotrices, à la sphère identitaire et participative. Si jusqu'à maintenant le lien social s'est souvent structuré à partir d'une homogénéité culturelle, propre à la conception traditionnelle de la nation, peut-on imaginer d'autres principes fondateurs capables de garantir la cohésion d'une société multiculturelle et hétérogène<sup>23</sup> ?
- 18 Les personnes que nous avons rencontrées<sup>24</sup>, dans la quasi totalité des cas, semblent rattacher leur choix de se déplacer au désir d'épanouissement personnel. Aucune véritable contrainte n'est intervenue dans la définition du projet migratoire. La migration est plutôt perçue comme une chance, une opportunité à saisir. Nous avons constaté que l'établissement du droit à la libre circulation n'a pas influencé directement le choix de partir dans un pays de l'Union européenne ; d'autres éléments ont joué un rôle plus important, tels que la proximité géographique et/ou culturelle, ainsi que la connaissance de la langue du pays d'installation. Toutefois, sans être un facteur de conditionnement fondamental, le droit de libre circulation a conféré à l'expérience migratoire un caractère spécifique. Les jeunes Européens ont la possibilité de se déplacer dans un pays étranger en tant que citoyens, sans que cela ne comporte une coupure avec le pays d'origine.
- 19 L'expérience migratoire a eu des répercussions sur l'identité des migrants, qui est devenue plus riche, mais aussi plus complexe, moins linéaire. Si la définition identitaire s'exprime fréquemment par la référence à la nation, bien plus souvent apparaît le binôme *Nord-Sud*, avec la revendication d'une identité latine ou, plus généralement, méridionale. La frontière ethnique, perméable et mobile, trace la limite entre esprit nordique et esprit méridional, latin, méditerranéen. La frontière entre Nord et Sud crée un clivage, tantôt à l'intérieur de l'Italie même, tantôt dans le cadre européen ou bien planétaire. Elle apparaît comme une ligne de démarcation changeante et fluctuante ; les acteurs choisissent, d'une façon plus ou moins consciente, de se situer d'un côté ou de l'autre de la frontière, selon les enjeux et les contextes<sup>25</sup>.
- 20 La référence à l'esprit latin prend son ampleur lorsqu'on touche à la dimension relationnelle, affective : on se sent plus latins dans la façon d'être avec les autres, dans les

rapports humains. En ce qui concerne le domaine des valeurs, des choix éthiques, la question devient plus complexe : l'ouverture, la souplesse, attribuées à la culture nordique, semblent convenir plus à certaines des personnes interrogées, sans que cela ne rentre en contradiction avec un idéal de convivialité et de chaleur humaine, propres au caractère méditerranéen. L'attitude critique vis-à-vis de la politique italienne amène les sujets enquêtés à se sentir plus proches du modèle républicain français, par exemple par rapport à la reconnaissance des droits sociaux, mais cela ne veut pas dire que les personnes soient prêtes à renoncer à la nationalité italienne, qui relève, pour la plupart d'entre elles, du domaine de l'affectif.

- 21 Au cours de notre enquête nous avons remarqué que deux composantes entrent en jeu dans la définition de l'identité : le sentiment d'attachement spontané à la culture d'origine, et le choix délibéré d'adhérer à un modèle de société ou à un autre, qui dépend plutôt d'une prise de position, assumée d'une façon plus volontariste, suite à l'expérience migratoire. La fidélité aux origines s'entremêle à l'exigence de renouvellement, dans une tension dialectique entre identification et différenciation.
- 22 Les personnes interviewées adoptent une attitude ambivalente : d'un côté, elles expriment le désir de conquérir un plus haut niveau d'autonomie vis-à-vis de la famille, de la ville, de l'environnement culturel du pays d'origine ; d'un autre côté, elles manifestent le besoin d'affirmer cette même indépendance à l'égard du pays d'installation, par l'affirmation d'une italianité, mise en avant avec plus ou moins d'intensité, selon les personnes et les contextes. Dans une situation de contact avec d'autres groupes, l'attachement à la culture d'origine se renforce, la nécessité de racheter le peuple italien aux yeux des étrangers se fait présente. L'expérience migratoire fait que les personnes qui vivent loin de leur pays revendiquent souvent leur italianité plus fortement qu'avant, mais dans certains cas nous pouvons assister à un phénomène de recul face à la culture d'origine. La référence à l'identité nationale fait l'objet d'une opération critique, qui contribue à une redéfinition de l'identité, comme si le migrant, par le fait même d'avoir quitté son pays, considère avoir passé un cap et être entré dans une autre dimension, internationale, transnationale et européenne.
- 23 L'ouverture des frontières, pour la plupart d'entre eux, représente une chance de faire évoluer les mentalités dans la connaissance et le respect mutuel. A travers la communication, les différences, loin d'être insurmontables, peuvent s'estomper et donner lieu à des identités syncrétiques, composites, inédites, qui ne seront pas exclusives et univoques, mais compréhensives et plurielles. Le processus d'intégration ne signifie pas une perte d'identité, ni une uniformisation stérile autour du modèle dominant parce que, comme dit Rossella, une jeune femme résidant en France depuis une dizaine d'années, *"se mélanger n'implique pas une annulation de sa propre identité, au contraire l'attachement à sa propre culture se renforce avec la distance"*. Loin de redouter un éventuel nivellement culturel causé par le métissage, les enquêtés semblent assumer un point de vue proche de celui d'Habermas, confiants dans la "différenciation créatrice", et la "multiplicité des réponses novatrices suscitées dans les contextes locaux par les stimulations mondialistes"<sup>26</sup> :
- 24 "... Il y a d'autres identités qui se forment, mon fils aura une autre identité parce qu'il ne sera pas italien à cent pour cent, il sera français et italien et il sera intéressant de voir ce qui en sortira, un mixte... mais les choses ne se mélangent jamais comme une espèce de purée informe, chaque couleur reste toujours la même couleur, et peut-être qu'il y aura



d'autres couleurs, mais il n'y aura pas un gris global, je n'y crois pas, parce que j'ai confiance en l'homme, dans sa capacité d'inventer, de créer des choses nouvelles..."

- 25 Ce qui émerge est la possibilité de modifier, par l'échange et le dialogue, les points de vue des individus, migrants ou "autochtones", dans une optique d'influence réciproque ; la référence à l'identité européenne permet d'adhérer à un style de vie plutôt qu'à un autre et de tenir ensemble plusieurs référents identitaires sans que cela ne produise un éclatement de la personnalité :
- 26 "... Personnellement, je me sens européen, déjà en Italie je ne me sentais pas piémontais, mais italien (...) et aujourd'hui je peux dire être européen (...) parce que je ne me sens plus tellement italien, parce que ce concept d'être italien pour moi est un peu dépassé, je suis entré dans la culture française, mais je ne la partage pas pleinement, je ne peux pas dire que je suis de culture française, j'aime les Hollandais et j'aimerais avoir leur ouverture d'esprit... je n'arrive pas à définir si je suis italien, français ou autre, je suis fier d'être italien mais pas jusqu'à dire que l'Italie est au-dessus de tout..."
- 27 La citoyenneté européenne confère aux ressortissants des pays membres le droit de cité au-delà des appartenances nationales. Comme il apparaît assez clairement dans les extraits des entretiens, les enquêtés préconisent la reconnaissance de droits égaux, indépendamment de la sphère identitaire : s'agit-il d'une attitude qui pourrait corroborer notre hypothèse initiale de dissocier les notions de citoyenneté et de nationalité ? Nous nous trouvons face à la nécessité de reconnaître l'existence d'identités transnationales, aux appartenances multiples. En dépassant le principe de l'allégeance exclusive de l'individu à une culture nationale, les personnes interrogées manifestent une vocation cosmopolite<sup>27</sup>, symptôme d'une mutation survenue dans l'articulation des notions de nationalité et citoyenneté. L'exercice de la citoyenneté, ainsi que la définition identitaire, se jouent et trouvent expression à différentes échelles — locale, nationale, européenne, mondiale — sans que l'une n'exclue les autres.
- 28 L'idée de citoyenneté qui en ressort se révèle stratifiée et irréductible au contrat établi entre État et citoyens. Les droits de cité évoqués peuvent être de nature différente : économique (droit au travail), sociale (droit à l'assistance sanitaire), politique (droit de vote), culturelle (droit à la libre expression des spécificités culturelles : nationales, mais aussi régionales et parfois villageoises). Toutefois, ce qui est mis en relief par les enquêtés est surtout une idée de citoyenneté dont le point fort est la libre circulation (liée au droit de séjour), qui représente non seulement un privilège, mais aussi une valeur en soi. Pouvoir se déplacer sans aucun empêchement et sans exigence de papiers ou de visas, décider de changer de pays quand on en a envie, pouvoir travailler là où il y a plus de possibilités de carrière : l'Europe pour nos jeunes enquêtés est essentiellement une Europe de la mobilité. Circuler librement signifie pouvoir choisir l'endroit où on veut vivre, travailler, étudier, aimer ; signifie ne pas être soumis à toutes les contraintes imposées à n'importe quel étranger et pouvoir se déplacer sans limitation de temps. Non seulement il est possible d'aller là où on suppose trouver un terrain fertile pour réaliser ses projets, mais en faisant cela on enrichit son patrimoine de connaissances et de savoir-faire. Si, pour l'instant, il y a encore le problème de la reconnaissance des diplômes, on suppose qu'avec le temps, les formations de chaque pays seront reconnues par les autres membres.
- 29 Par la libre circulation, les personnes peuvent se déplacer et indépendamment de l'origine peuvent mettre en valeur leurs compétences, sans que cela implique un nivellement sur le plan culturel. Le droit de circuler est aussi le droit d'être soi-même là



où on décide d'habiter, la possibilité d'être considéré par rapport à ce qu'on est capable de faire et non pas selon la nationalité. La sphère du droit et la sphère culturelle apparaissent comme deux domaines séparés mais complémentaires et souvent, dans les discours, nous avons retrouvé l'association entre libre circulation et droit à la différence. Ce qui en découle est l'idée d'une Europe pluriculturelle, garante des différences locales. Plus qu'à une culture européenne, les jeunes interviewés aspirent à une culture de la mobilité, les peuples européens se retrouvant réunis autour d'un principe commun : au-delà des appartenances particulières, reconnaître à tous les mêmes droits :

- 30 “... Il n'y a pas encore une identité culturelle pour l'Europe, il n'y a pas une culture véritablement européenne... mais j'aime bien l'idée que nous faisons tous partie du même pays, que nous pouvons faire ce que nous voulons et aller là où cela nous fait plaisir, je n'aime pas qu'il y ait des empêchements à ça... le fait de voyager c'est la meilleure façon d'apprendre des choses... moi l'Europe je la vois comme un bouquet de fleurs où chaque fleur a une couleur et un parfum différents, mais que dans l'ensemble c'est beau, parce que les fleurs sont toutes mélangées et il y a de l'harmonie,... c'est la même chose pour chaque nation (...) je n'aimerais pas que l'Europe devienne un bouquet tout de la même couleur...”.
- 31 À ce point, nous posons deux questions : sur quelles bases sera-t-il possible de créer l'espace identitaire dont l'Europe d'aujourd'hui apparaît déficitaire ? Comment peut-on envisager une intégration européenne à la fois porteuse des valeurs civiques et respectueuse des diversités culturelles, dans une articulation dynamique et féconde entre universel et particulier ? L'Europe est évoquée par les interviewés comme l'institution qui permet aux ressortissants des différents pays de s'installer dans un État de l'Union sans être obligés de changer de nationalité. L'Europe est alors garante des différences nationales puisque le citoyen européen migrant bénéficie des mêmes droits que les nationaux sur tout le territoire de l'Union, mais cette prérogative n'implique pas une coupure avec le pays d'origine.
- 32 Nous nous demandons si l'identification à un projet d'Europe multiculturelle et l'adhésion à une entité politique qui ne demande pas aux citoyens de désavouer leur passé ni leur appartenance particulière, mais qui reconnaît à tous les citoyens les droits civiques, sans demander en échange une allégeance sur le plan identitaire, est suffisamment forte pour garantir la cohésion entre les États nationaux et l'intégration nécessaire pour construire une entité supranationale. Être Européen signifie d'abord avoir le droit de garder sa propre identité même en s'installant dans un pays étranger, mais l'identité européenne se limite-t-elle à cela ? Et surtout, existe-t-il une identité européenne ?
- 33 L'histoire de l'idée d'Europe est composée depuis ses origines d'une série d'oppositions : entre démocratie et régimes despotiques, entre Chrétienté et Islam, entre Église romaine et Byzance, entre Ancien et Nouveau continent. Les témoignages des Italiens interviewés constituent un exemple aujourd'hui de cette façon de concevoir l'Europe comme construction par antagonisme.
- 34 L'opposition la plus récurrente est sûrement celle entre Europe et États-Unis (indûment appelés “Amérique”) associée aux binômes *Ancien continent-Nouveau continent* et *variété-homogénéité*. L'Europe a une histoire de plusieurs siècles, la civilisation européenne est héritière d'un passé extrêmement riche en événements et en échanges. Par cet héritage, l'Europe peut se vanter d'une grande variété de cultures, de langues, de traditions, la diversité étant considérée par tous les enquêtés comme une spécificité de l'Ancien continent. L'Europe a cette double caractéristique : d'un côté elle est dépositaire d'une

culture fort ancienne puisque ses origines remontent à l'Antiquité, de l'autre côté, elle présente une grande variété de cultures locales. La référence aux États-Unis comme terme de comparaison permet de renforcer ce point de vue : le Nouveau continent a une histoire plus récente, il ne possède pas un patrimoine culturel aussi riche et varié que celui de l'Europe. Ceux qui reconnaissent l'existence d'une identité européenne définie font surtout appel au passé, à l'histoire partagée, aux origines communes :

- 35 “... Notre conscience de l'Europe s'est formée en opposition à celle de l'Amérique, la dichotomie Europe-Amérique existe, en plus il y a la fierté culturelle du Vieux continent, où tout a commencé, nous descendons de Rome... nous nous pensons comme quelque chose à part parce que nous avons aussi la culture philosophique qui nous distingue, prenons la Grèce...”
- 36 “... Je n'arrive pas à penser à une identité européenne globale, d'ensemble... non... d'ailleurs ça ne me semble pas un obstacle, parce que si cela signifie devenir uniformes, comme les États-Unis d'Amérique... j'espère que nous ne deviendrons jamais comme les États-Unis d'Amérique, où je pense qu'il n'y a pas de différences d'identité aussi profondes qu'entre l'Angleterre et l'Italie, j'espère que les différences restent...”
- 37 Dans plusieurs discours, l'Amérique est évoquée aussi comme la terre du libéralisme et du capitalisme sauvage, dépositaire d'une culture de consommation perçue comme menaçante. L'Europe a le devoir de se défendre de l'américanisation des mœurs et de l'uniformisation des cultures, elle doit protéger son patrimoine du pouvoir envahissant de la mondialisation. En même temps, il est peut-être déjà trop tard, l'Europe fait partie des puissances mondiales à économie capitaliste et avec les États-Unis constitue ce qu'on appelle l'Occident.
- 38 Les personnes qui relèvent de ce deuxième cadre considèrent qu'il n'y a pas une véritable culture européenne au-delà de l'ensemble des cultures nationales. Ce qui est commun aux différents peuples européens est l'appartenance à un modèle économique libéral, capitaliste. La loi du marché est le seul facteur de cohésion entre les différents pays de l'Union européenne. Le passé, l'histoire commune, sont évoqués comme quelque chose d'obsolète, qu'on retrouve dans les programmes scolaires, mais qui n'est pas suffisant pour assurer la formation d'une conscience commune et l'élaboration d'une culture européenne originale et insoumise à la tyrannie de l'économie. La construction de l'Union européenne répond à l'exigence de créer un pôle économique qui puisse tenir tête au colosse américain. Le projet européen est essentiellement de nature macro-économique et par conséquent il se situe au-dessus ou au-delà de la question identitaire ou culturelle. Si la définition des traits communs aux peuples européens est extrêmement difficile, la permanence des différences entre les nations représente un moyen pour résister à la mondialisation et pour cette raison il est préférable de les maintenir :
- 39 “... La culture est désormais entrée dans les mécanismes économiques (...) l'unification européenne me semble plutôt monétaire et économique, uniformisation à des modèles préconstitués, la mondialisation en un sens négatif... il n'y a pas une intensification des échanges entre centre et périphérie, périphérie et centre, qui puisse constituer quelque chose qui ne soit pas unitaire, mais pluraliste, dialogique...”
- 40 Lorsque nous avons interrogé les personnes sur leur façon de concevoir l'Europe, souvent elles ont évoqué le pouvoir économique, politique et militaire de l'Occident, opposé au reste du monde, dominé et exploité par l'Europe et les États-Unis. L'Europe occupe et a toujours occupé une place centrale dans le système géopolitique mondial. Assumer

l'histoire européenne signifie assumer un passé de conquêtes, d'impérialisme et de colonialisme ; ceci signifie aussi intégrer les événements les plus dramatiques du XX<sup>e</sup> siècle, les deux conflits mondiaux, la Shoah. A côté de la tradition philosophique et artistique, de la référence à la Grèce antique et à Rome, nous retrouvons une histoire qu'on peut difficilement juger glorieuse et une partie des enquêtes en est consciente. Nous avons remarqué une certaine réticence à se reconnaître dans une entité géopolitique dont le passé est lourd de faits tragiques et le présent n'est pas toujours édifiant, surtout en ce qui concerne les relations avec les autres continents<sup>28</sup>.

- 41 Pour résumer, les représentations de l'Europe recueillies font surtout référence à trois aspects : l'ancienneté de la culture européenne, source de diversité et de richesse culturelle ; le caractère presque exclusivement macro-économique du projet européen ; le passé de guerres et de conquêtes dont l'Europe est héritière. Les traits essentiels de l'identité européenne seraient donc la diversité culturelle comme spécificité de l'Europe et la mémoire des conflits qui ont caractérisé l'histoire européenne du vingtième siècle.
- 42 L'intégration de peuples différents, sans qu'elle conduise à une uniformisation forcée, est un processus cohérent par rapport à un idéal tout à fait "européen", un idéal de relation dialogique entre les opposés, qui s'exprime par la capacité de tenir ensemble, sans la réduire à l'unité, une énorme variété de cultures, de peuples, de traditions. Sans doute "l'Europe est un *Complexe* (complexus : ce qui est tissé ensemble) dont le propre est d'assembler sans les confondre les plus grandes diversités et d'associer les contraires de façon non séparable"<sup>29</sup>. La perspective interculturelle et l'idée d'une Europe ouverte et cosmopolite semblent constituer des facteurs d'identification capables de susciter l'adhésion et l'enthousiasme des jeunes Européens.
- 43 Bien que cette idée de citoyenneté puisse apparaître par moments instrumentale et un peu faible<sup>30</sup>, ce qui est intéressant est le fait que parmi les droits de cité soit surtout souligné le droit à la différence, dont l'Europe des citoyens devrait se porter garante. L'idée d'intégration européenne prend forme sous le signe du multiculturalisme et de l'interculturalité. L'Europe est évoquée également comme le dernier rempart contre le nivellement culturel imposé par la globalisation et surtout par le colosse américain. L'inquiétude liée au phénomène de standardisation culturelle est strictement liée à la valorisation de la diversité culturelle, comme spécificité européenne<sup>31</sup>, mais aussi comme droit fondamental de la personne.
- 44 Si l'Europe a été protagoniste des antagonismes les plus exacerbés, en même temps "ce sont les divisions et les conflits qui sont causes de la diversité culturelle devenue constitutive de l'identité européenne"<sup>32</sup>. La référence à un passé conflictuel constitue, malgré tout, un substrat commun dont il est impossible de faire abstraction et qui peut représenter un point de départ pour la mise en place d'une opération critique de la part des différents acteurs (individuels et collectifs) ; l'assomption du passé peut être faite dans la perspective de modifier certaines attitudes, jugées néfastes, mais aussi de garder ce qu'il y a de plus fécond et original dans l'esprit européen (par exemple l'antiquité gréco-romaine, ainsi que la culture méditerranéenne). Ceux qui manifestent une attitude plutôt critique vis-à-vis du rôle joué par l'Europe dans le contexte mondial et qui soulignent l'écart existant entre un passé éminent (la Grèce, la culture classique) et l'actualité, posent des "conditions d'adhésion" c'est-à-dire qu'ils se disent favorables au projet européen sous réserve qu'il réponde à certains critères. Il s'agit donc d'envisager des perspectives nouvelles, en laissant libre espace à la dimension idéale :

- 45 “...Il y a eu en Europe des événements dramatiques qui ont amené à la reconnaissance des droits de l’Homme, l’Europe pourrait être porteuse de valeurs de ce type, après ce qu’elle a vécu... culturellement, j’ai un grand amour pour la culture européenne, en faisant l’effort de ne pas devenir une petite et obtuse européenne et occidentale, nous parlons de l’ouverture à l’intérieur de l’Europe, mais n’oublions pas que nous sommes une petite chose par rapport au reste du monde”.
- 46 Nous avons essayé de sonder auprès des enquêtés la manière de concevoir les limites de l’espace européen, soit pour comprendre où les personnes situent les frontières géographiques et culturelles de l’Europe, soit pour réfléchir à l’avenir du projet européen : frontières étanches ou perméables ? L’abolition des frontières en Europe est-elle le début d’un processus planétaire ? Quel est au fond la fonction, le sens de la frontière ? Quelles sont les frontières de la citoyenneté et quels sont les critères adoptés pour inclure ou exclure des personnes qui, bien que résidant en Europe depuis plusieurs années, n’ont toujours pas accès à certains droits fondamentaux ? Telles sont les questions auxquelles nous avons essayé de répondre, non pas tellement dans la perspective de trouver des solutions univoques, mais plutôt pour ouvrir des pistes de réflexion et pour montrer le caractère complexe de la question.
- 47 La difficulté de définir l’essence de la culture européenne rend assez ardue la tentative de fixer des frontières précises à l’Europe. Les frontières actuelles de l’Union européenne comprennent surtout les pays de l’ancien bloc occidental et “depuis la bifurcation de 1989, l’Europe occidentale a perdu le monopole de l’usage du mot Europe”<sup>33</sup>. Si la constitution d’une Europe élargie, comprenant les pays de l’ancien bloc soviétique, ne suscite pas de réactions négatives et est perçue comme une occasion d’enrichissement culturel, inclure les pays de l’Est dans l’Union européenne pourrait amener à créer un rassemblement déséquilibré entre pays à économie capitaliste, relativement homogènes en ce qui concerne le niveau de vie et la distribution de la richesse, et pays considérés comme moins développés sur le plan économique et du point de vue des droits sociaux. Cela ne manque pas de susciter quelques inquiétudes.
- 48 Quant à une ouverture éventuelle aux pays de l’Afrique du Nord, les affinités existantes entre les pays du Maghreb et l’Europe du Sud sont souvent évoquées. La proximité culturelle pourrait faciliter l’intégration économique, même si d’autres questions se posent : si l’Union européenne se constitue sur des bases de caractère politique, mais surtout économique, les affinités culturelles ne semblent pas suffisantes pour créer une Europe élargie.
- 49 Moins sceptiques, ceux qui critiquent la réduction du projet européen à l’aspect macro-économique et qui souhaitent une unification culturelle et politique ne voient pas d’obstacles à cet élargissement, parce qu’ils se reconnaissent plutôt dans une Europe démocratique et solidaire envers les pays moins riches. Pour eux, l’identification à l’Europe est soumise à des critères d’adhésion, tels que le dépassement de l’eurocentrisme politique, culturel et économique ainsi que l’attention aux conditions de vie de l’ensemble de la population mondiale. Hostiles à l’idée des frontières étanches et infranchissables, ils croient que leur abolition en Europe représente, au moins idéalement, un premier pas vers leur suppression généralisée.
- 50 Si la frontière ethnique représente une limite indispensable pour marquer la différence entre “nous” et “les autres” — et les jeunes enquêtés y ont recours avec insistance pour affirmer leur italianité — y a-t-il des limites à l’exercice des droits ? Quelles sont les

frontières de la citoyenneté ? La citoyenneté européenne reconnaît aux ressortissants des pays membres le droit de circuler librement, de séjourner dans les pays de l'Union, de travailler à l'étranger comme les nationaux. Le citoyen européen, bien qu'il ressente toujours un sentiment d'étrangeté, a conscience de bénéficier de certains droits qui ne sont pas reconnus aux autres migrants. Nous avons exploré les différentes attitudes vis-à-vis de ces "autres" à partir des arguments utilisés pour justifier l'existence d'un clivage entre Européens et non-Européens.

- 51 Ceux qui montrent une attitude favorable à l'ouverture des frontières sont disponibles à reconnaître les mêmes droits aux Européens et aux autres migrants. Si l'ouverture des frontières en Europe représente pour eux le premier pas vers une suppression plus large de celles-ci, la reconnaissance du droit à la libre circulation, ainsi que le droit de séjourner et de travailler dans n'importe quel pays, devrait être étendue à tous les étrangers. Souvent les personnes en question se situent sur un pied d'égalité avec les non-Européens et, bien qu'elles reconnaissent leur condition privilégiée, tiennent à souligner la continuité, plutôt que la rupture, existant entre les différentes catégories de migrants. Pour certains, aucun argument ne semble justifier le clivage existant entre Européens et non-Européens à l'égard de la reconnaissance de certains droits fondamentaux :
- 52 "Peut-être que je ne me suis même pas rendu compte de la chance que j'ai de pouvoir rester ici librement, j'aimerais que cette chose soit ouverte à tout le monde, je ne vois pas pourquoi elle devrait être ouverte à moi et pas à un autre... la frontière ne peut pas avoir la fonction d'un mur infranchissable..."
- 53 D'autres personnes enquêtées se montrent plus réticentes à une ouverture totale des frontières et prônent une rationalisation des flux migratoires. Elles considèrent qu'entre la dimension idéale et la réalité il y a un grand décalage ; l'accueil illimité des étrangers ne représente pas une solution à la disparité économique entre Nord et Sud du monde. Si l'ouverture des frontières apparaît comme un propos intéressant au niveau des principes, de l'autre côté les enquêtés s'interrogent sur les effets à long terme d'une immigration massive en provenance des pays pauvres. Pour les personnes qui contribuent à ce modèle le travail à faire se situe dans le cadre des relations entre pays riches et pays en voie de développement, plutôt qu'au niveau des politiques migratoires. Les disparités économiques font que la relation entre immigrés et pays d'arrivée est faussée à la base et que l'échange sur le plan social et culturel n'est pas équitable. L'image du migrant qui en ressort est souvent celle d'une personne démunie, obligée de partir à cause d'une pénurie et d'une détresse auxquelles il faudrait essayer de donner des réponses efficaces dans les pays de départ. La perception du phénomène migratoire est souvent amplifiée, avec une propension à l'exagération.
- 54 Ceux qui se situent en marge de ce modèle, considèrent l'immigration comme une "nécessité historique" ; en même temps et à plusieurs reprises ils expriment une forte méfiance vis-à-vis de la population immigrée et retiennent que reconnaître aux "autres" les mêmes droits qu'aux citoyens européens pourrait "dénaturer l'Europe", du point de vue culturel et politique, et compromettre la situation économique des pays européens. Cette position soi-disant "élitiste" et par moments nettement xénophobe, dans certains discours est poussée à l'extrême, jusqu'à défendre une sorte de "préférence européenne" en ce qui concerne le droit de séjour et le droit au travail.
- 55 Nous avons constaté que les attitudes à l'égard des étrangers non européens sont assez diversifiées, ce qui contraste avec une vision plutôt homogène en ce qui concerne l'intégration européenne. Ce qu'il convient de retenir est peut-être le consensus assez

élargi au sujet de la forme à donner au processus d'unification : la création de l'Union européenne ne doit pas amener à gommer les différences, ni à imposer un modèle culturel unique, puisque la spécificité de la culture européenne réside dans la variété des cultures et des traditions. De l'autre côté, ce respect de la différence pour un bon nombre de personnes représente une valeur qui s'applique à tous en Europe et hors Europe, ce qui justifie une attitude, disons, cosmopolite, et l'adhésion à un idéal de citoyenneté à "échelle planétaire".

- 56 La construction européenne apparaît comme la première étape d'un processus d'ouverture plus large : l'Europe doit s'ouvrir au monde. Contre les tensions centrifuges, qui risquent de faire éclater une société aussi complexe que la société européenne, le processus démocratique, fondé sur l'interculturalité et l'égalité sociale, apparaît comme la voie à emprunter pour éviter la désolidarisation des citoyens et pour assurer une véritable cohésion entre les différents acteurs sociaux.
- 57 Si la philosophie a pensé l'Europe à partir de la relation entre origine et identité, en ce sens que, dès le début, l'auto-interprétation de l'Europe tend à chercher son identité dans sa propre origine, la quête du commencement l'a toujours amenée à se confronter avec ce qui n'est pas Europe. L'identité européenne s'est formée selon un principe d'appropriation et de conquête, auto-appropriation de ses origines (l'Antiquité, la Grèce classique) et appropriation du monde, mais aussi selon un *principe de différenciation et d'extranéité*, à travers une dynamique dialogique, de remise en question de soi par la rencontre de l'autre<sup>34</sup>. Les représentations de l'Europe que nous avons collectées nous montrent que, encore un fois, penser l'Europe signifie penser le monde dans lequel nous vivons, analyser les interactions entre "dedans" et "dehors", réfléchir à la notion de frontière. Sans la volonté de se remettre en question à partir des sollicitations offertes par la multitude de populations présentes au sein de l'Europe, un puissant facteur d'identification, tel que le principe du respect de la diversité et de la reconnaissance de la pluralité culturelle, risque d'être perdu.

---

## NOTES

1.. Avec l'application des accords de Schengen en 1995, aucun contrôle n'est effectué à la frontière des États signataires. Il faut considérer que « dans un contexte de suppression des frontières intérieures et de libre circulation des personnes, les données statistiques souhaitées doivent limiter au maximum leur caractère contraignant éventuel » (M. Poulain, "Un projet d'harmonisation des statistiques de migration internationale au sein de la Communauté Européenne", *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 8, n° hors série 1992, p. 164).

2.. Cf. G. Simon, "Une Europe Communautaire de moins en moins mobile ?", *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 8, n° hors série 1992, pp. 67-87.

3.. Un changement de tendance a été enregistré depuis le début des années 70. Les indicateurs statistiques montrent une diminution des immigrations communautaires, surtout dans les principaux pays récepteurs, comme l'Allemagne et la France et une

régression de l'émigration en provenance des États membres majoritairement émetteurs : Irlande, Italie, Portugal, Grèce et Espagne. Le renversement des politiques migratoires dans les principaux pays d'emploi est certainement à l'origine d'une réduction de l'émigration en provenance des pays du Sud. D'ailleurs, le processus d'intégration juridique, par le *jus soli* et par les naturalisations, contribue, au niveau statistique, à la diminution massive du nombre d'étrangers présents sur le territoire des pays récepteurs (*ibidem*).

4.. *Ibidem*, pp. 71-72.

5.. Mémoire de DEA, *Représentation de l'Europe communautaire et idée de citoyenneté européenne chez les jeunes italiens en France*, dirigé par Isabelle Taboada-Leonetti, Université de Paris VII Denis-Diderot (Urmis), 2000.

6.. Déclaration de Levi Sandri, vice-président de la Commission européenne en 1968, citée par Arlette Heymann-Doat (« Les institutions européennes et la citoyenneté », in *Les étrangers dans la cité. Expériences européennes*, Le Cour Grandmaison et Wihtol de Wenden C. (dir.), Paris, La Découverte - Ligue des Droits de l'Homme, 1993, p. 180).

7.. E. Balibar, « Une citoyenneté européenne est-elle possible ? », in *Droit de cité*, Paris, Éditions de l'Aube, 1998, p. 46.

8.. Selon Isabelle Taboada-Leonetti, dans la nation de type "généalogique", les rapports de filiation et la référence à une histoire commune partagée sont au centre de la définition de communauté nationale ; la nation de type "électif" privilégie l'adhésion libre des individus à la communauté des citoyens et souligne la dimension contractuelle dans le rapport entre l'individu et l'État (cf. I. Taboada-Leonetti, « Citoyenneté, nationalité : sens d'appartenance », in *Pluralité des cultures et dynamiques identitaires. Un hommage à Carmel Camilleri*, J. Costa-Lascoux, M. Hily, G. Vermes (dir.), Paris, L'Harmattan, 2000).

9.. Selon la définition de Benedict Anderson, la nation est « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » et comme telle évoque la description weberienne de communauté ethnique, conçue comme groupe humain soudé par la croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur une similitude de culture, de mœurs ou d'expérience, indépendamment du fait qu'une telle communauté d'origine existe objectivement (cf. B. Anderson, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 et M. Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971).

10.. P. Ansart et S. Dayan-Herzbrun, « Pourquoi le sentiment national et comment l'étudier ? », in *Le sentiment national, Tumultes*, n° 9, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 8.

11.. La citoyenneté dans la Grèce antique était reconnue sur la base d'un statut personnel héréditaire, relatif à un réseau d'appartenances communautaires. Le droit de cité n'était pas reconnu aux femmes, aux métèques et aux esclaves. A la cité grecque s'oppose la cité romaine, qui d'abord réserva la citoyenneté aux indigènes, mais qui fut amenée à la concevoir et à la pratiquer comme indéfiniment extensible. Dans le premier type de citoyenneté, la filiation représente le seul critère d'attribution des droits de cité, dans le deuxième cas, on est face à une définition plus complexe de la citoyenneté, avec la distinction entre différentes catégories de citoyens et avec la possibilité de reconnaître le statut de citoyen romain aux personnes de toute provenance, participant au projet de Rome de former la classe dirigeante de l'univers (cf. E. Balibar, op. cit., pp. 43-71).

12.. Cf. J. Leca, « Nationalité et citoyenneté dans l'Europe des migrations », in *Logiques d'États et immigration*, J. Costa-Lascoux et P. Weil (dir.), Paris, Editions Kimé, 1992, p. 15.

13.. Cf. M. Weber, op. cit., p. 416.

14.. *Ibidem*, p. 427.



- 15.. Cf. D. Schnapper, « Comment penser la citoyenneté moderne ? », in *“La nation”*, *Philosophie Politique*, n° 8, Paris, Presses universitaires de France, 1997, pp. 9-26.
- 16.. Cf. J. Habermas, *Après l'État-nation*, Paris, Fayard, 2000.
- 17.. *Ibidem*, p. 118.
- 18.. Cf. D. Schnapper, op. cit.
- 19.. Cf. N. Elias, *La sociétés des individus*, Paris, Fayard, 1991.
- 20.. I. Taboada-Leonetti, op. cit. : “l’adhésion aux principes fondateurs du pays — droits de l’Homme ou Charte — et à la Constitution n’implique pas de sentiment d’appartenance à une collectivité historique et culturelle majoritaire incarnant la nation. L’adhésion de ce type, évidemment contractuelle et rationnelle, n’est pas cependant exempte d’affectivité ; les valeurs universelles et universalistes, les principes fondateurs d’égalité et de liberté, peuvent être fortement investis”.
- 21.. Cf. C. Wihtol de Wenden, « La nouvelle citoyenneté », in M. Blanc, G. Didier, A. Flye Sainte Marie, (dir.), *Immigrés en Europe : le défi citoyen*, pp. 57-62, et S. Bouamama, A. Cordeiro, M. Roux, *La citoyenneté dans tous ses états*, Paris, CIEMI L’Harmattan, 1992.
- 22.. Deuxième partie, art. 8ss.
- 23.. I. Taboada-Leonetti, op. cit. : « l’une des questions centrales soulevées par ces débats — considère Taboada-Leonetti — est celle du sens d’appartenance qui serait susceptible d’étayer, de faire “tenir ensemble” ces collectifs d’individus aux horizons culturels divers. Car le mode de coexistence institué ou projeté par la classe politique ou intellectuelle ne suffit pas à produire du “vivre ensemble”, c’est-à-dire une société. Comment un individu accepterait-il de plein gré — démocratiquement — les décisions prises au nom d’un intérêt collectif qui peuvent contrarier son intérêt personnel, s’il ne s’identifie pas à cette identité collective ? ».
- 24.. La recherche qui fait l’objet de cet article a été menée pendant les années universitaire 1998-2000. Nous avons interviewé quatorze jeunes Italiens âgés de 23 ans à 34 ans, résidant à Paris et en région parisienne depuis au moins six mois et qui envisagent de rester en France pendant une période d’au moins un an. Leur déplacement, effectué indépendamment de la famille d’origine, est dû aux motifs les plus divers : travail, formation, relation sentimentale ou d’autres raisons personnelles. La plupart d’entre eux ont la spécificité d’avoir vécu une expérience de “circulation migratoire”, leur projet migratoire ne prévoyant pas une installation définitive dans le pays d’arrivée, mais plutôt une installation temporaire, dont la durée dépend de différents facteurs. Afin de connaître leurs histoires et leurs trajectoires nous avons effectué des entretiens approfondis en langue italienne, d’une durée moyenne de deux à trois heures, avec le support d’une grille d’entretien thématique.
- 25.. Ces considérations nous permettent d’envisager une définition de l’identité comme processus dynamique, qui fait interagir plusieurs référents identitaires, auxquels les acteurs choisissent de faire appel, selon les finalités poursuivies, dans une situation de tension, qui n’aboutit pas à une synthèse définitive, mais qui donne lieu plutôt à une adaptation constante, “tactique”. Les “stratégies identitaires” adoptées dépendent aussi des circonstances ayant un caractère plus ou moins contraignant et qui peuvent conditionner et limiter les choix des acteurs (cf. I. Taboada-Leonetti, op. cit., p. 49 et cf. J. Kastarsztein, « Les stratégies identitaires des acteurs sociaux : approche dynamique des finalités », in M. C. Camilleri, J. Kastarsztein, E. M. Lipiansky, H. Malewska-Peyre, I. Taboada-Leonetti, A. Vasquez, *Stratégies identitaires*, Paris, Presses universitaires de France, 1990).
- 26.. J. Habermas, op. cit., p. 69.

27.. Jere Waldron, « Minority Cultures and the Cosmopolitan Alternative » in Will Kymlicka (Ed.), *The Rights of Minority Cultures*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 105 cité par J. Habermas, op. cit., p. 70 : “la stratégie cosmopolite ne consiste pas à nier le rôle de la culture dans la constitution de la vie humaine, mais à interroger, en premier lieu, la thèse selon laquelle le monde social se divise bien nettement en cultures particulières distinctes, une par communauté, et, en second lieu, la thèse selon laquelle chacun a besoin, pour donner forme et signification à sa vie, d’une de ces entités, autrement dit d’une culture unique et cohérente”.

28.. Gérard Namer considère que la mémoire collective européenne se structure autour de trois projets : un projet catholique, un projet libéral, un projet social-démocrate et que chaque projet réactualise la mémoire d’une époque pendant laquelle l’Europe a été le berceau de la légitimation et de la réalisation d’une idéologie européenne particulière. Le projet catholique évoque l’Europe du Moyen Age, le projet libéral se réfère au libéralisme politique anglais du XVII<sup>e</sup> siècle et à la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle, le projet social-démocrate évoque plutôt l’Europe des droits sociaux et des conquêtes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle. Compte tenu de cela, “peut-on encore partir d’une des trois mémoires européennes allant jusqu’au XIX<sup>e</sup> siècle quand on sait qu’elles ont toutes participé peu ou prou, à des degrés différents, à notre mémoire immédiate commune : celle des horreurs du XX<sup>e</sup> siècle, des Europe en guerre, des Europe dominées par des systèmes totalitaires ; guerres et systèmes totalitaires où chacune de ces idéologies ont été parfois libératrices, mais toujours complices” (Gérard Namer, « La mémoire collective de l’Europe comme mémoire de la culture et de la mise en question de soi », in “L’Europe et ses entours”, *Tumultes*, n° 7, Paris, L’Harmattan, 1996, p. 161).

29.. Edgar Morin, *Penser l’Europe*, Paris, Gallimard, 1987, p. 22.

30.. Compte tenu des nombreuses autres questions que la notion de citoyenneté pourrait susciter, par exemple la dimension participative, rarement évoquée par les enquêtés.

31.. « La nouvelle conscience européenne, écrit Morin, est de plus en plus sensible à la diversité culturelle sans pareille de l’Europe ; elle comprend que cette diversité constitue son patrimoine ; elle conçoit de mieux en mieux que la culture européenne est une polyculture. Enfin, selon une prise de conscience en boucle, la conscience de la richesse que constitue cette polyculture fait prendre conscience de la menace, et la conscience de la menace fait prendre conscience de cette richesse polyculturelle » (Edgar Morin, op. cit., p. 172).

32.. *Ibidem*, p. 197.

33.. Cf. M. Foucher, *La République européenne. Entre histoires et géographies*, Paris, Bélin, 1998.

34.. Cf. Roberto Esposito, « Origines de l’Europe et modernité », in “L’Europe et ses entours”, *Tumultes*, op. cit., p. 147.

---

AUTEUR

**MORENA NEGRI**

Doctorante Urmis, Paris VII